

La paix ASYMÉTRIQUE ou le DEVOIR de responsabilité

Gilles William Goldnadel

Président de « France-Israël »,
Président d'« Avocats Sans
Frontières » et de la « Ligue
Internationale contre la
Désinformation ». Auteur d'*Une idée
certaine de la France, du Nouveau
Bréviaire de la Haine, des
Martyrocrates* et de nombreux
articles de presse.

Mon ami Ilan Greilsamer écrivait dans *Libération*, à l'aube de la Conférence d'Annapolis, que les peuples palestinien et israélien devaient chacun renoncer à leurs rêves respectifs et contradictoires. Le premier au retour dans ses foyers en Israël, le second au « *Grand Israël* ». Malgré toute l'estime que j'ai pour ce porte-parole talentueux de la gauche israélienne éclairée, ce qu'il écrit est entièrement faux.

Je pourrais m'épuiser à apporter les preuves du renoncement de la très grande majorité des Israéliens au rêve biblique : des accords d'Oslo au retrait de Gaza, de l'élection triomphale du parti centriste Kadimah sur son programme d'un retrait unilatéral de Cisjordanie aux sondages constants qui montrent que la plupart des Israéliens sont prêts à un compromis territorial « *douloureux* » mais en contrepartie d'une paix définitive et non de nouvelles surenchères.

En ce qui concerne, les Arabes de Palestine, en revanche, même ses représentants les plus modérés – et nous ne sommes pas sûrs qu'ils soient majoritaires – ont refusé récemment de reconnaître Israël comme État du peuple juif, conformément à la résolution onusienne du partage de 1947. Ce refus rend cohérent le maintien de l'exigence du droit au retour des réfugiés dans leurs

maisons. À ce jour, il n'est toujours pas possible d'admettre que le peuple arabe de Palestine, qui a porté le Hamas au pouvoir, a renoncé définitivement à ses clefs et à ses songes.

Retour à Greilsamer. C'est ce désir, déconcertant d'irréalisme, de vouloir absolument, soit par souci d'objectivité apparente, soit pour lutter contre la désespérance de l'impuissance, renvoyer les antagonistes dos à dos, qui relève du songe creux. Au-delà de cet onirisme politique bien caractéristique d'une partie de la classe intellectuelle israélienne – qui contraste toujours autant avec le monolithisme des intellectuels du camp d'en face – il est clair que les Israéliens ne peuvent même pas espérer capitaliser durablement les compromis qu'ils ont faits ou qu'ils sont prêts à faire.

Si un intellectuel israélien aussi brillant et bienveillant est capable de tourner le dos à des évidences aussi manifestes, on comprend mieux comment l'opinion publique internationale dans son ensemble, dans le meilleur des cas, renvoie également dos à dos les protagonistes. Dans le meilleur des cas. En réalité, il n'en est rien. Et nous savons que les check-points et les clôtures de sécurité pour prévenir les attentats sont plus décriés que ceux qui les commettent.

Asymétrie 1

Retour à Oslo. L'armée israélienne n'occupe plus les villes de Cisjordanie, malgré le terrorisme qui se poursuit. Échec des pourparlers de Camp David et de Taba. Déclenchement par Arafat de l'intifada armée avec utilisation des kamikazes. Qui, en Europe, a clairement déclaré qu'il s'agissait d'une violation caractérisée d'un accord basé avant tout sur la renonciation à obtenir ses objectifs politiques par la violence ? Dès lors, l'Israélien moyennement avisé – qui a clairement renoncé à ses rêves, mais qui sait qu'il n'a pas droit à l'erreur – peut-il être persuadé que la communauté internationale qui doit garantir le compromis territorial espéré, saura cette fois arbitrer impartialement et sans faiblesse les parties en cas de non-respect de celui-ci ? C'est cette première asymétrie, qu'il n'est pas le lieu ici d'expliquer, qui est l'une des causes de l'immense difficulté à résoudre le conflit centenaire.

Asymétrie 2

Mais il existe une autre asymétrie dans les exigences imposées implicitement à chaque partie, aussi lourde de conséquences. Celle de savoir qui les représente valablement. En ce qui concerne Israël, la chose est simple. Son représentant est le chef de son gouvernement démocratiquement élu. En ce qui concerne, l'Autorité Palestinienne, depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas, également de manière démocratique, l'affaire est autrement plus complexe.

On a déjà beaucoup glosé sur Annapolis, qui ne méritait pas, à notre sens, autant excès d'honneur ou d'indignité. Néanmoins, son aspect le plus critique réside dans le défaut de légitimité représentative de ses acteurs. Tout a été dit sur la faiblesse politique respective des représentants américain, israélien et palestinien. Mais, le problème que pose ce dernier est d'une autre nature que la faiblesse des deux autres.

Il ne s'agit pas seulement d'impopularité politique, il ne s'agit pas seulement de géographie et de la perte de Gaza, il ne s'agit même pas – quoique le problème soit de taille – de son manque de maîtrise sur le Fatah lui-même qui poursuit le terrorisme avec ses brigades d'Al Aksa. Il s'agit de savoir qui peut engager le peuple arabe de Palestine, divisé entre ses islamistes irréductibles et violents et ses plus modérés. À notre connaissance, c'est la première fois dans l'histoire moderne des relations internationales, qu'une partie est agréée dans des accords à rechercher sans disposer d'un aussi peu clair mandat pour négocier.

Cette asymétrie juridique et politique est grosse de péril. À supposer, qu'un accord soit trouvé, après d'âpres négociations, quelle valeur aura-t-il si, en définitive, l'opinion publique palestinienne maintient son soutien au Hamas, et alors même que la partie israélienne aura abattu toutes ses cartes ? Notre israélien moyennement avisé – celui qui a renoncé à ses rêves mais qui souhaite ne pas voir survenir de nouvelles surenchères et de nouvelles violences – n'est-il pas en droit de craindre une négociation à venir sur un terrain aussi friable ?

Asymétrie 3

En pleine lune de miel d'Oslo, Yasser Arafat s'était rendu rencontrer les musulmans d'Afrique du Sud. À Johannesburg, dans une mosquée qu'il croyait à l'abri des oreilles indiscrètes, il expliqua tranquillement que les accords n'étaient qu'une ruse pour reconquérir la Palestine par étapes. Mais ses propos firent l'objet d'un enregistrement et révéla au public israélien. Qu'arriva-t-il ? Rien. Feu Fayçal al Husseini prononça peu ou prou les mêmes paroles peu avant son décès, en pleine intifada des mosquées. Quoique là encore, l'affaire fut rendue publique, cela ne l'empêcha pas d'être enterré sous des tonnes d'éloges universels célébrant le dirigeant palestinien modéré, qu'il était sans doute, par comparaison. Chacun sait que les livres d'école des petits enfants de Palestine nient catégoriquement l'État juif quand ils ne recèlent pas, pour certains d'entre eux, des discours antisémites et négationnistes. L'indifférence internationale demeure largement la règle. Il n'en est pas de même des Israéliens, dont les propos sont examinés soigneusement. Ainsi, de ceux, particulièrement scandaleux, du Grand rabbin Ovadia Yosef, comparant les Arabes palestiniens aux serpents, qui firent le tour du monde, bien que le rabbin n'avait déjà plus d'âge

lorsqu'il les prononça... Ainsi encore, ceux d'Ariel Sharon appelant les Juifs de France à immigrer en Israël pour cause d'antisémitisme et auquel un journal français du soir crut devoir consacrer pas moins de trois articles, dont un en première page... trois mois après ceux-ci...

C'est que les mots des Arabes ne comptent pas, ou très peu. Dans ces contrées où le verbe est paraît-il censé régner en maître, pas question de le prendre au pied de chaque lettre. C'est ainsi que l'on peut se permettre de dire tout le lundi et son contraire le mardi. A fortiori dans une langue différente. C'est cette asymétrie dans la responsabilité du discours, qui autorise les harangues enflammées auxquelles les foules croient, qui autorise la pensée magique et démagogique. Elle déresponsabilise les uns et rend méfiants les autres.

Asymétrie 4

Mais la plus cruelle, la plus dangereuse des asymétries est à venir. Elle concerne les actions commises ou inexécutées par les Arabes de Palestine et qui ne sauraient non plus les engager, les qualifier ou les disqualifier. Retour sur Oslo. Arafat s'engage à lutter contre le terrorisme. Il ne fait rien ou presque, au nom de l'unité sacrée de son peuple. Quand des terroristes sont arrêtés, ils sont libérés quelques jours plus tard selon le principe qui sera connu sous le nom de « tourniquet ». Le raïs n'hésite pas cependant à jouer du terrorisme de ses incontrôlés pour obtenir davantage encore de son partenaire selon une méthode qu'un pénaliste chagrin pourrait qualifier de racket. Jusqu'à son décès, ou à peu près, ce qu'a fait Arafat, ce qu'il devait faire mais n'a pas fait n'a guère été porté à son débit et encore moins à celui de son organisation politique.

Le Hamas prend le pouvoir par les urnes. Il ne renonce ni à la destruction d'Israël – en dépit de quelques déclarations alambiquées qui n'ont trompé que ceux qui rêvaient de l'être – il n'a pas renoncé au terrorisme. Au lieu de cela, il tire des bordées sur le territoire voisin.

En dépit de cela, il s'est trouvé encore de nombreux pays ou personnalités – y compris en Israël – pour exiger d'Israël de négocier sans préalable. Le président palestinien est un homme modéré. Il est physiquement courageux. Néanmoins, une partie de ses troupes refusent de lui obéir et poursuivent les actions terroristes sans qu'il ne fasse ni ne dise mais. Cette aberration ne soulève aucune protestation internationale. Aucun responsable politique ne réclame à Mahmoud Abbas de ce qu'au moins il fasse le ménage au sein de son propre mouvement, le Fatah. Aucun ne l'a enjoint de se conformer à la feuille de route qui lui faisait obligation de régler le problème Hamas. Résultat : c'est le Hamas qui lui a réglé son compte à Gaza...

Les raisons

Un esprit positif pourrait penser qu'une telle bienveillante compréhension s'explique par la faiblesse des Arabes de Palestine, par celle de ses représentants modérés, qu'il conviendrait d'aider coûte que coûte. Cette explication est aussi courte que convenue.

En réalité, peu importe ce que font les Palestiniens. Car peu importe ce qu'ils veulent, ce qu'ils disent, ce qu'ils votent. Une bonne fois pour toutes, par empathie ou par mépris, ou les deux à la fois, les Arabes de Palestine sont des mineurs irresponsables et leurs discours et leurs actes ne les engagent donc pas juridiquement.

L'Histoire dira peut-être un jour pour quelles raisons psychologiques un homme aussi courageux et avisé que le regretté Isaac Rabin s'est entêté à poursuivre des négociations avec un partenaire aussi insincère et inconséquent que Yasser Arafat. Cela, à nos yeux, ne saurait valider ou invalider les accords d'Oslo. Celui qui s'exprime ici, clairement engagé dans un camp, n'a pas à renoncer à un quelconque rêve biblique qu'il n'a jamais nourri et n'est entravé par aucun a priori idéologique, notamment sur la question territoriale. Il propose cependant, à son humble place, une sorte de vade-mecum de nature à entreprendre une négociation digne de ce nom, c'est-à-dire sérieuse, sans compromettre les intérêts vitaux d'un État dont il sait la grande fragilité. Il appelle en conséquence ceux qui veulent bien le lire ou l'écouter à bien méditer l'expérience de l'échec d'Oslo qui doit servir d'anti-modèle absolu.

La première de toutes est d'exiger désormais du « *partenaire* » arabe de Palestine qu'il remplisse son devoir de responsabilité. Cela ne signifie pas l'absence de souplesse dans le dialogue, mais cela signifie de le considérer sur un pied d'égalité de droits mais aussi d'obligations. La paix asymétrique, n'est, objectivement, que la prolongation de la guerre asymétrique par d'autres moyens. Si l'on souhaite vraiment et ardemment disposer d'un État que l'on vous a promis à de multiples reprises, et pas seulement détruire ce qui existe déjà, cela doit se mériter. Il est vrai que rien n'est pire que l'immobilisme qui prévalait avant Annapolis. Rien, sauf une fuite en avant irréfléchie.